Version auteur de Foyer, J. Défendre le maïs au Mexique, entre ressources génétiques et ressources politiques. In Thomas, F. et Boisvert, V (coord.) *Le pouvoir de la biodiversité*. Paris, Editions IRD, 2015. Pp. 119-130

Chapitre 4

Défendre les maïs au Mexique, entre ressources génétiques et ressources politiques

Jean Foyer

La relation entre le Mexique et le maïs offre un cas révélateur de coévolution entre des sociétés humaines et une plante, depuis la domestication du teocinte (*Zea Mays* L. Subsp. Parviglumis) il y a plus de 7 000 ans. C'est ce long processus de phyto-domestication, où se combine sélection naturelle et humaine, qui a débouché sur l'exceptionnelle agrobiodiversité des maïs mexicains (KATO *et al.,* 2009). On compte actuellement plus d'une soixantaine de cultivars adaptés aux très différents agro-écosystèmes mexicains et le processus dynamique de diversification des maïs est encore bien vivant puisque près de 75 % de la surface plantée en maïs est encore plantée avec ces semences locales. Le Mexique est donc considéré comme le berceau de cette plante, son centre d'origine, mais également comme l'un des principaux centres de diversité (CONABIO, 2011).

La société mexicaine est elle-même profondément marquée par une culture du maïs extrêmement riche, notamment dans le monde paysan. La vie, les activités quotidiennes et le rythme des communautés paysannes tournent autour du maïs et de la culture de la « milpa », le champ traditionnellement dédié à la culture du maïs, auquel sont associés souvent le haricot et les courges. L'ensemble de la société mexicaine, et pas seulement les ruraux, est marqué par cette relation privilégiée au maïs, notamment sur le plan alimentaire. La très grande majorité du maïs produit au Mexique sert à l'alimentation humaine et représente le principal apport nutritionnel des Mexicains. La diversité de la production est donc indissociable de la diversité de consommation puisque certains plats, notamment les plus populaires comme les « tortillas », les « tamales » ou le « pozole », réclament des types particuliers de maïs.

Nous voulons montrer ici la dynamique de politisation de plus en plus explicite de défense des maïs mexicains. Si, dans un premier temps, la revalorisation des maïs locaux s'est bien faite avec en toile de fond la problématique très politique de la Révolution verte, elle est restée confinée à des milieux scientifiques dont l'objectif était de mettre en évidence le processus de co-évolution entre le maïs et le Mexique et de défendre la diversité des maïs à la fois comme ressources génétiques et patrimoine culturel. Dans un second temps, l'arrimage de la défense des maïs à l'idée de diversité bio-culturelle marque un mouvement de politisation où la diversité des maïs devient également une ressource explicitement politique, c'est-à-dire un argument utilisé dans le cadre de mobilisations collectives pour s'opposer à des dynamiques sociales plus générales. En

effet, en contre-point de ces conflits autour des semences de maïs se jouent des conflits sociaux et culturels beaucoup plus généraux, non seulement autour du modèle de ruralité et d'agriculture, mais plus généralement autour d'un modèle de société dans son rapport à l'environnement (FOYER, 2010). Les semences de maïs sont en quelque sorte devenues la métaphore de la relation générale de la société mexicaine à son environnement. Dans cette perspective, la résistance aux maïs transgéniques et la défense des maïs locaux peuvent se lire comme la résistance à un processus de modernisation à marche forcée du monde rural et, plus généralement, de la société mexicaine, voire comme l'ébauche de la construction d'une modernité alternative.

La Révolution verte face à la « Science en sandales »

Le Mexique est le centre d'origine du maïs, c'est aussi celui de la Révolution verte. En 1943 est fondé, avec l'appui de la fondation Rockefeller, l'Office of Special Studies qui deviendra 20 ans plus tard le CIMMYT (Centro Internacional para el Mejoramiento de Maíz y Trigo)[1]. L'objectif de cette institution est d'augmenter la productivité de l'agriculture mexicaine sur la base de l'amélioration génétique des plantes. Si la Révolution verte ne se limite pas à la génétique végétale mais inclut de nombreux autres facteurs de production (mécanisation, utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires...), l'amélioration des plantes constitue le « levier génétique » du projet général de modernisation de l'agriculture. Pour fournir le matériel génétique nécessaire à l'effort d'amélioration, les premiers inventaires systématiques de variétés de maïs ont été menés entre les années 1940 et 1970 sous les auspices de l'Office of Special Studies et coordonné par le généticien Welhausen (WELHAUSEN *et al.*, 1952). Ces inventaires ont notamment servi à alimenter les banques de semences *ex-situ* du CIMMYT, mais aussi de l'Inifap (Instituto Nacional de Investigación Forestal y Agropecuaria), l'institution nationale formant les agronomes chargés de diffuser le modèle de la Révolution verte. Le responsable des collectes de terrain à la base de ces inventaires est un généticien et agronome mexicain formé aux États-Unis, Efraím Hernandez Xolocotzi. Son travail a fortement contribué à la Révolution verte, mais il a aussi débouché, grâce aux contacts réguliers avec les communautés paysannes mexicaines, à un revirement progressif des opinions de Efraím Hernández Xolocotzi en direction d'une remise en cause profonde de cette même Révolution verte.

Partant du constat que l'agriculture mexicaine était de plus en plus traversée par une dichotomie entre, d'une part, une agriculture moderne fondée sur la science et la technique au service du marché, et, d'autre part, une agriculture traditionnelle s'appuyant sur l'accumulation sur le long terme de savoirs empiriques, Hernández Xolocotzi a amorcé la revalorisation des pratiques traditionnelles paysannes et des semences locales. Dans l'ensemble de ses travaux (HERNANDEZ XOLOCOTZI, 1985 ; DIAZ et CRUZ, 1998), il a cherché à montrer l'importance d'étudier les agro-écosystèmes traditionnels depuis une perspective écologique, insistant sur la co-évolution entre l'homme et son environnement naturel. Alors perçue par nombre d'agronomes comme « arriérée » et irrationnelle, notamment pour son supposé manque de productivité, l'agriculture traditionnelle se voyait en quelque sorte réhabilitée, en particulier en ce qui concerne sa rationalité socio-économique, culturelle, environnementale, et même

[1] Le CIMMYT représentera par la suite l'institution modèle pour former le CGIAR (Consultive Group on International Agriculture Research), un réseau international de quinze institutions de recherche travaillant sur l'amélioration génétique des plantes cultivées et la conservation de leur biodiversité.

productive[2]. Hernández Xolocotzi montrait encore qu'on ne pouvait la comprendre que dans le contexte d'une certaine marginalisation socio-économique de populations paysannes, fruit de processus historiques de long terme. Le manque de ressources économiques et matérielles (en particulier la quantité et la qualité de la terre) qui en découlait pouvait être en partie compensé par un ensemble de pratiques culturelles et productives, souvent adaptées au milieu environnemental et aux conditions de production.

Les travaux sur la diversité génétique des maïs, construits par et pour la Révolution verte, ont donc contribué paradoxalement à la réhabilitation du système de la milpa et plus généralement encore, de l'ensemble des modèles paysans. Comme le note David Dumoulin (DUMOULIN, 2003 : 366), si Hernández Xolocotzi a relativement peu publié et si le courant de pensée qu'il représente reste marginal par rapport au paradigme modernisateur dominant les institutions agronomiques mexicaines, son influence idéologique et intellectuelle a été considérable sur une génération entière d'étudiants qu'il a formés dans ses cours dispensés à l'École agronomique autonome de Chapingo et lors de ses nombreuses sorties de terrain. Sa conception d'une « science en sandales »[3] traduit la volonté d'une recherche scientifique au plus près du terrain, entretenant un dialogue permanent avec les paysans pour en comprendre la rationalité, à l'opposé de la mission modernisatrice de l'agronomie officielle et dans la lignée d'une recherche d'action militante qui va profondément marquer l'environnementalisme social mexicain. Sa critique de la Révolution verte teintée d'anti-impérialisme reçoit également un certain écho dans le contexte d'un Mexique en pleine agitation étudiante.

Les travaux de Hernández Xolocotzi vont également influencer les méthodes de conservation *in situ* des maïs par quelques agronomes mexicains et étrangers dans les années 1990 et 2000. L'objectif de ces projets n'est pas tant la conservation d'un matériel génétique stable que celle du processus évolutif qu'assure la sélection paysanne (Ortega Paczca, entretien personnel, 25 mars 2008). Si ces projets restent souvent des initiatives d'agronomes marginaux et isolés, ils sont néanmoins significatifs d'une nouvelle *représentation* de l'agrobiodiversité dans les sciences agronomiques et l'amélioration des plantes. Dans l'optique de la conservation *in situ*, la diversité des maïs n'est plus un stock de ressources génétiques à conserver pour leur valeur productive, mais une dynamique à accompagner (voire à piloter) avec des paysans locaux reconnus comme les acteurs centraux de ces complexes adaptatifs. Dans cette perspective, l'agronome n'est plus l'agent de la science et de la modernité qui vient apporter des solutions techniques universelles, mais il accompagne la sélection paysanne. En redéfinissant la valeur de la diversité au-delà des questions de productivité et le rôle de la science, la conservation *in situ* se pose à la fois en critique et en alternative à la modernisation à marche forcée.

Hernández Xolocotzi a également été impliqué dans un dialogue constant avec l'anthropologie mexicaine. Ses approches intégrées combinant sciences de la vie,

[2] Efraím Hernández Xolocotzli, s'il est l'un des pionniers (FRANCIS *et al.*, 2003), n'est évidemment pas le seul à avoir tiré de telles conclusions sur l'agriculture paysanne et traditionnelle. Cette réhabilitation s'est faite parallèlement dans les autres zones du globe, en particulier au Pérou (ALVARADO DE LA FUENTE, 2004) en Inde, en Chine et en Afrique, où l'on a aussi reconnu ce que l'on peut appeler la « créativité paysanne » (DUFUMIER, 2005).

[3] Nous traduisons ici l'expression « *Ciencia de Huaraches* », ces dernières étant les sandales de cordes ou de cuir traditionnellement portées par les paysans mexicains.

agronomie et science sociale vont en effet marquer les disciplines de l'ethnobotanique mexicaine – notamment celle du maïs et de la milpa (Katz, Barrera, Toledo, Argueta, Ronald Nigh) – et contribuer à la formation du département d'agroécologie de l'université de Chapingo. Il a aussi été consulté sur les parties concernant les techniques de culture du maïs pour l'exposition inaugurale du Musée national des cultures populaires (MNCP) en 1983. Cette exposition intitulée « Le maïs comme fondement de la culture populaire mexicaine » est le résultat d'une réflexion entre anthropologues sur ce qui constituait l'origine de cette culture populaire. À travers cet évènement, les plus grands représentants de cette discipline au Mexique ont aussi contribué à l'émergence d'un discours sur le maïs comme symbole national. Si les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle ne sont pas encore très explicites, l'exposition souligne clairement le processus de coévolution entre le maïs et le Mexique. Guillermo Bonfil Batalla[4], ancien directeur de l'Institut national d'anthropolgie et d'histoire et fondateur du MNCP, dans un livre rendant compte de l'exposition, parle de l'opposition entre « un projet populaire en lien avec le maïs et un projet mercantile » (Museo Nacional de Culturas Populares, 1982).

Vingt ans plus tard, une nouvelle exposition au MNCP sur le thème du maïs représente un autre moment de cristallisation de différents discours autour du maïs. L'anthropologie du maïs est toujours présente, mais la dimension politique se durcit. Les responsables de l'exposition se trouvent à l'articulation de différents mouvements sociaux mexicains[5] et de l'université. Une partie de l'exposition est consacrée au thème du maïs et de la politique et une autre aux « chemins du maïs » dans laquelle la discussion sur l'avenir du maïs est explicitement présentée comme une opportunité de redéfinir un projet de société. Au-delà de la perspective nationale évidente dans l'intitulé même de l'exposition « *Sin maíz no hay país* » (« Sans maïs pas de pays »), les thématiques discutées montrent une évolution des discours sous l'influence de problématiques débattues à l'échelle globale. On parle de crise écologique globale, de mondialisation, de développement durable, de savoirs traditionnels, de souveraineté alimentaire, de diversité et de maïs transgénique (ESTEVA et MARIELLE, 2003). Cette exposition a rencontré une très large audience et a constitué un moment à la fois de synthèse de différents travaux scientifiques sur le maïs et de charnière dans la politisation des problématiques qui y sont liées. Elle a particulièrement fourni l'essentiel de l'argumentaire qui sera repris par la suite dans les mouvements sociaux de défense des maïs qui vont s'amplifier avec l'arrivée des maïs transgéniques.

De l'opposition aux transgéniques à la défense des maïs locaux

Les premières inquiétudes en ce qui concerne l'arrivée des maïs transgéniques s'expriment au sein de la société civile mexicaine à la fin des années quatre-vingt-dix.

[4] Guillermo Bonfil Batalla écrira quelques années après un grand classique de l'anthropologie mexicaine sur les racines indigènes de la société mexicaine « El México Profundo, una civilización negada » (BONFIL BATALLA, 1987). On note également que l'anthropologue Arturo Warman, en charge de l'exposition, sera l'auteur quelques années plus tard d'un classique de la littérature sur le maïs « La historia de un bastardo, maíz y capitalismo » (WARMAN, 1988) avant de jouer un rôle politique de premier ordre en devenant directeur de l'Instituto Nacional Indigena puis ministre de l'agriculture.

[5] Catherine Marielle est l'une des fondatrices d'une des organisations pionnières de l'environnementalisme social mexicain, le Grupo de Estudios Ambientales, organisation dont les membres revendiquent explicitement l'influence de Hernández Xolocotzi. Gustavo Esteva est alors membre du Centro de Encuentros y Dialogos Interculturales et David Barkin est économiste à l'Universidad Autonoma Metropolitana.

Dans un premier temps, elles correspondent à l'importation au Mexique de campagnes internationales d'ONG comme Greenpeace et ETC Group. L'alerte quant à la présence de transgènes dans les variétés locales de l'État de Oaxaca (QUIST et CHAPELA, 2001) va cependant constituer le déclencheur du mouvement de résistance contre les maïs transgéniques. La présence de transgènes a représenté un choc symbolique : le « berceau » du maïs, le « centre d'origine » était « contaminé » ! À la transgression des frontières des espèces et l'artificialité des maïs transgéniques s'opposent la pureté et le caractère naturel des maïs locaux. Les maïs transgéniques représentent également les maïs des firmes transnationales étrangères contre les maïs des petits paysans marginalisés, offrant un scénario idéal pour mettre en jeu des problématiques sociales et environnementales plus générales. La construction de l'opposition entre les variétés locales et transgéniques par les mouvements sociaux se double d'oppositions émotionnelles et symboliques entre « le naturel », « le normal », le « nous », d'une part, et « l'artificiel », « l'anormal » et « l'étranger », d'autre part. Ce mélange entre des enjeux socio-environnementaux et des enjeux symboliques explique la profondeur de cette « guerre » des maïs. C'est la controverse autour des maïs transgéniques qui est à l'origine d'un mouvement de revalorisation des maïs locaux par une partie de la société civile mexicaine. En ce sens, la défense des maïs locaux est un effet collatéral de la controverse sur les maïs transgéniques.

À partir du début des années 2000, des organisations nationales et régionales, environnementales, indigènes ou paysannes, commencent à s'approprier cette thématique et à unir leurs efforts pour s'opposer à ce qu'elles perçoivent comme un attentat à l'intégrité du maïs mexicain. Ainsi, en 2002 naît la Red en Defensa del Maíz (RDM-Réseau pour la défense du maïs) dont les activités consistent à organiser des forums nationaux autour de la thématique du maïs. RDM met aussi sur pied des ateliers d'information au niveau local, dans les communautés paysannes. Flor Rivera, membre du Ceccam (Centro de Estudio para el Cambio en el Campo Mexicano), une des organisations centrales de la RDM, explique ainsi : « On a organisé de grands forums régionaux où il s'agissait d'expliquer la situation de la région, ce qu'est un maïs transgénique, les impacts au niveau national. On informe aussi les gens sur la résistance qu'a générée la RDM pour que les gens ne se sentent pas seuls. En plus des forums, on a aussi contribué à l'émergence de processus locaux pour exiger des gouvernements locaux la protection légale de la région. » (Rivera, entretien personnel, 26 janvier 2009). Une autre activité importante de ce réseau a consisté à mener un travail indépendant de détection de la présence de transgènes dans les variétés locales de maïs à la demande des communautés locales liées aux organisations membres de ce réseau. Dans les cas où la présence de transgènes était détectée, l'objectif était d'identifier les possibles sources de contamination et d'établir des stratégies pour décontaminer les maïs, en encourageant notamment l'utilisation des semences locales.

D'autres organisations comme Greenpeace ou le Grupo de Estudios Ambientales (GEA) se mobilisent également sur la thématique des maïs transgéniques, notamment en ce qui concerne la diffusion d'informations ou la contestation légale des OGM. Ce n'est cependant qu'à partir de 2007 qu'une autre plateforme se structure autour du mouvement Sin Maíz No Hay País (SMNHP – Sans maïs pas de pays). Le mouvement SMNHP prend le maïs comme un symbole identitaire national dans le cadre de revendications plus larges autour de demandes agricoles et environnementales (qui vont de la demande du retrait du maïs et des haricots de l'Accord de libre échange nord-américain (Aléna) à l'établissement d'une loi sur la sécurité alimentaire, en passant par

les demandes d'interdiction du maïs transgénique ou de protection du patrimoine génétique des maïs mexicains). Devant son relatif succès, la campagne s'est institutionnalisée et prend désormais la forme permanente d'un réseau d'informations et d'initiatives autour du maïs et, plus généralement, du monde rural.

La RDM et le mouvement SMNHP représentent sans doute l'un des signes les plus évidents de revalorisation du maïs au niveau national. Ce qui frappe particulièrement dans la composition de ces deux plateformes, c'est que le maïs puisse fédérer une large catégorie d'acteurs du monde rural et au-delà, en réunissant paysans, indigènes, ainsi que des intellectuels. La structuration de ces deux plateformes est très semblable : elles réunissent toutes deux des ONG internationales (ETC Group d'un côté et Greenpeace et Oxfam de l'autre) qui produisent une expertise basée sur leur expérience de « campainer », des ONG nationales (Ceccam d'un côté, GEA et Semillas de la Vida de l'autre) capables de produire une expertise nationale sur les thèmes environnementaux et/ou paysans, des organisations paysannes nationales (l'Unorca d'un côté, l'Anec de l'autre) qui amènent une importante base militante avec leurs organisations régionales et, enfin, des organisations essentiellement indigènes (le Cenami, le Contec et l'Unosjo d'un côté, Maiz et l'Uzizoni de l'autre) qui viennent renforcer la légitimité populaire du mouvement. Les deux plateformes partagent aussi de nombreuses analyses quant à la situation du monde rural et, dans une large mesure, des objectifs communs pour la défense du maïs. Il existe néanmoins une certaine forme de concurrence et des fractures politiques anciennes et irréconciliables. La RDM tend à prendre des positions politiques plus radicales, antilibérales et autonomistes quand les membres de SMNHP s'inscrivent dans un courant plus réformiste et pragmatique, acceptant notamment des alliances avec le Partido de la Revolución Democratica (PRD/centre gauche) et pariant sur la possibilité d'influencer les politiques publiques. En ce qui concerne la question des semences locales, des divergences de stratégie apparaissent également, le mouvement SMNHP soutient les initiatives de législations au niveau des États sur la protection des maïs locaux, comme c'est le cas dans les États de Tlaxcala ou du Michoacán alors que les membres de la RDM s'opposent à ces projets et préfèrent proposer une stratégie de déclaration de zones sans transgéniques au niveau des communautés locales (Ana de Ita, entretien personnel, 3 novembre 2011).

Quoi qu'il en soit de ces divisions, la RDM et le mouvement SMNHP entretiennent bien des liens étroits avec les communautés paysannes et indigènes qui produisent du maïs. La coordination de ces plateformes se fait néanmoins depuis des organisations nationales. Il semble ainsi que ces mouvements soient surtout animés par des organisations dont le discours correspond à une réflexion politique et urbaine sur la diversité biologique et culturelle que représente le maïs. Quetzalcoatl Orozco, agronome et membre de l'ONG Gira, explique à ce propos : « Cette revalorisation des maïs a lieu dans le milieu des ONG et de l'université. Au niveau des communautés, c'est plus difficile à dire » (Quetzalcoatl Orozco, entretien personnel, 30 octobre 2006). En d'autres termes, les discours clairement articulés sur le concept de diversité bio-culturelle sont plutôt académiques et urbains et peu de paysans se les approprient. Les discours paysans passent beaucoup plus par la valeur quotidienne des semences de maïs, par les pratiques de sélection, par les façons culturales, etc., autant d'objets et de pratiques qui ne relèvent pas forcément d'une démarche frontalement politique contre le capitalisme, l'*agrobusiness* et les OGM. Ainsi, au niveau des communautés rurales, la revalorisation des semences locales se manifeste plutôt sous la forme de fêtes du maïs, depuis le début des années 2000, que de forums militants. Ces fêtes du maïs sont précisément le lieu où

différentes formes de mobilisation se déploient. Elles peuvent être organisées avec des ONG, avec des agronomes, avec des institutions gouvernementales, avec des autorités locales ou seulement à l'initiative d'organisations paysannes, mais combinent toujours des expositions de semences, la dégustation de plats à base de maïs, l'organisation d'ateliers sur la milpa, les transgéniques ou les techniques agro-écologiques, des échanges de techniques paysannes, etc. Certaines sont l'occasion de réactiver d'anciens rituels autour du maïs. Heriberto Robles Silva, agronome et indigène Purépecha de la communauté de Pichataro dans l'État du Michoacán explique ainsi le rôle de ce type de fête : « Nous devions inventer quelque chose pour que le maïs soit valorisé, que sa culture ne se perde pas, car il fait partie de notre autonomie par rapport à l'alimentation. […] C'est pourquoi on a décidé d'organiser ce que l'on appelle les fêtes du maïs, en exposant tous les plats à base de maïs et en invitant les paysans pour qu'ils exposent leurs semences. [...] On l'organise déjà depuis trois ans et elle se fait déjà dans cinq ou six autres communautés. Ces fêtes reposent sur l'idée de récupérer plusieurs choses – la connaissance traditionnelle, les différents aliments à base de maïs – et elles permettent aussi de replacer le maïs dans une nouvelle perspective. Nous allons nous défendre contre les transgéniques. Même si on ne connaît pas grand-chose sur les transgéniques, nous avons l'idée que notre maïs est à nous et qu'on n'a pas besoin d'en avoir d'autre » (Robles Silva, entretien personnel, 31 octobre 2006).

D'autres initiatives tels les fonds communautaires de semences ou les différentes expériences de promotion de l'agroécologie appliquée à la milpa (MARIELLE, 2007 ; ALVAREZ *et al*., 2011), existent encore. Toutes ces manifestations ont en commun la volonté d'acteurs très différents de reconstruire du lien social autour du maïs. Cette refondation du lien social constitue incontestablement le moteur qui réunit ces différents modes de mobilisation autour de la diversité bio-culturelle.

Conclusion

Qu'il vienne des sphères académiques ou de celles de la société civile, le mouvement de défense des maïs locaux dépasse largement la question de la conservation des maïs ou de pratiques culturelles qui lui sont associées. Il renvoie à des projets politiques plus larges qui peuvent être très divers, plus ou moins articulés et plus ou moins généraux. La défense des maïs locaux peut ainsi se rattacher à la défense des sociétés paysannes, de la souveraineté alimentaire ou, plus généralement, de la diversité biologique et culturelle. Ceci explique pourquoi le maïs sert d'axe de mobilisation à des acteurs aussi divers que des chercheurs issus de différentes disciplines (agronomes, anthropologues, sociologues, économistes, écologues…) ou des organisations qui peuvent être paysannes, indigènes, écologiques ou encore de défense des consommateurs dans des va-et-vient de fécondations mutuelles. Dans sa version utopique, la défense des maïs locaux, de la milpa et de la diversité bioculturelle renvoie même à la construction de formes de modernités alternatives où les semences locales se trouvent à la base d'un discours critique vis-à-vis des processus autoritaires de modernisation, de formes de réinvention de pratiques traditionnelles (en l'occurrence, l'agriculture paysanne dans la Milpa) et d'un processus de globalisation où les dimensions sociales et environnementales se veulent centrales. Dans sa version militante critique, la diversité bioculturelle apparaît donc comme une dénonciation de l'uniformisation des cultures et de la nature et comme la volonté d'affirmer un lien inextricable entre ces deux notions. Il ne s'agit plus seulement de préserver des ressources génétiques, mais de défendre des projets de sociétés.